



# Résister !

*au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation*

## LA JUSTICE POLITIQUE DES JANTES



# C'est môman qui va être contente !

Mardi 12 janvier 2016, neuf mois de prison ont été prononcés à l'encontre de huit militants de la CGT d'Amiens. Leur crime ? En 2014, ils ont accompagné et participé à la séquestration pendant trente heures de deux dirigeants de la florissante multinationale Goodyear. Ces deux cadres, qui reconnaissent n'avoir jamais été molestés, ainsi que leur direction, ont retiré leurs plaintes dans les jours qui ont suivi cette action, action dictée par la volonté des 1 170 salariés de s'opposer à la fermeture de leur usine. C'est le procureur de la République qui a pris le relais et obtenu cette inique et inimaginable condamnation. Par la seule volonté du gouvernement, soucieux une fois de plus de protéger ses amis du patronat et ceux qui le servent, ce procès est devenu un procès exclusivement politique puisqu'il n'y avait plus ni victimes ni demandes de réparation !

De Jean Jaurès, défenseur des mineurs de Carmaux, à Michel Rocard, en passant par Pierre Bérégovoy, Jacques Chérèque ou encore dernièrement Édouard Martin et beaucoup d'autres, la défense de l'ouvrier a souvent rapproché syndicalistes et socialistes. De là à imaginer qu'un jour les seconds seraient les oppresseurs des premiers, il y a une barricade qui vient d'être franchie pour la première fois dans l'histoire du socialisme et de la République... Pourquoi, dans quel but ?

Les objectifs de cette répression historique peuvent être multiples : casser le syndicalisme de luttes, préparer la casse du Code du travail, faire rentrer dans le rang les grandes gueules, éteindre les foyers toujours plus chauds qui pourraient se développer... Jusqu'à présent, la répression antisyndicale la plus virulente était l'apanage du patronat. Il semblerait que les politiques se découvrent des talents insoupçonnés de tueurs en série. Mathieu Klein, président du conseil départemental de Meurthe-et-Moselle et chef de file du Parti socialiste régional, n'en a-t-il pas administré la preuve avec les cyniques et lâches licenciements des éducateurs syndicalistes de Vivre dans la Ville (VDV) ? Oubliée sa jeunesse à fréquenter des locaux de ces mêmes syndicats ? Licenciements hier, prison aujourd'hui, à ce rythme rétablissement de la peine de mort demain ?

Quel syndicaliste, à l'exception des syndicalistes, n'a pas multiplié des actions similaires d'occupation ou de pseudo-séquestration ? Dernièrement, pour s'opposer à la fermeture de Velaine-en-Haye, les forestiers ont bloqué le véhicule des directeurs de l'ONF pendant trois petites

heures. Seront-ils embastillés un mois, proportionnellement au temps de rétention des directeurs de Goodyear ? Quel syndicaliste n'a pas été réprimé, placardé ou sanctionné ? À l'inverse, combien palpent de fric en primes ou autres avancements ces cadres qui exécutent les plans de licenciements massifs et ferment les usines ? Pendant ce temps-là, ces mêmes multinationales ne cessent d'augmenter leurs profits : plus de deux milliards d'euros pour Goodyear !

Aujourd'hui, ce gouvernement « socialiste » a franchi le Rubicon de la trahison en retournant le glaive de la répression contre le peuple qui l'a enfanté. *Tu quoque, fili !* Toi aussi, mon fils, tu m'assassines ? Je vous en supplie, ne dites pas à ma mère que je suis syndicaliste, elle me croit socialiste ! Il y a quelques jours elle m'auréolait auprès de sa voisine : « La barbe en moins, mon fils c'est Jaurès : il ne supporte pas les inégalités sociales, il aspire à ce que chaque être humain sur la planète vive décemment et flirte le plus souvent possible avec le bonheur. Il est fier de notre devise républicaine ! » Je n'ai pas voulu la démentir en lui disant que la Liberté avec un grand L, ce n'était pas celle

d'entreprendre mais celle d'expression, celle de circuler, celle de penser, etc., que l'Égalité des droits, avec un grand É, n'avait rien à voir avec l'égalité des chances, que la Fraternité, avec un grand F, c'était aussi le partage, la solidarité, l'accueil des réfugiés ou émigrés !

La prison, neuf mois de prison, c'est la privation de Liberté, et la liberté, c'est sacré ! Imprégné de cette conviction, je me suis décidé. Finie la prison, vive

la raison ! Fini le syndicaliste, je deviens socialiste ! C'est môman qui va être contente, son fiston n'ira pas en prison !



Léon De Riel

R

**PS** NB : À l'appel de la CGT d'Amiens un grand rassemblement de soutien (et pas seulement !) devrait s'organiser dans les jours prochains et se tenir le jour du procès en appel. Nous vous invitons également et si ce n'est déjà fait à signer la pétition en ligne. Tapez Goodyear dans un moteur de recherche et vous la trouverez facilement. Vous pourrez peut-être encore visionner l'excellente prestation, sur le plateau du *Grand Journal* de Canal +, de Mickaël Wamen, délégué CGT et également condamné à 9 mois de prison.

# Érection piège à con

Le 16 janvier 2016, L. Hénart, maire de droite de Nancy, et M. Klein, président socialiste du conseil départemental, entourés d'une petite cour empressée et d'un journaliste de L'Est Républicain, qui s'en est fait l'écho, ont inauguré quatre plaques posées sur l'obélisque de la place Carnot à Nancy. C'est l'état d'urgence et il faut bien produire du vivre ensemble entre gens de bonne compagnie.

Alors va pour l'obélisque de la place Carnot, monument dont plus grand monde ne savait ce qu'il commémorait avant ce 16 janvier.

Mais, au fait, qu'est-ce qu'un obélisque peut bien faire en plein centre de Nancy ?

Reprenons l'affaire au début : il a été érigé à la fin du XIXe siècle par souscription publique, après la mort de Sadi Carnot, président de la République, poignardé à Lyon par Sante Geronimo Caserio. Ce jeune boulanger anarchiste italien entendait par là venger Ravachol, dont la grâce avait été refusée par Carnot, et combattre l'injustice sociale. L'érection du monument a été l'occasion d'une grande pompe en 1896, avec déjà force huiles et gros bonnets. La chronique nous apprend que l'obélisque nancéen est assez rapidement passé de mode. D'autres monuments aux morts ont en effet vu le jour peu après, célébrant le souvenir des morts de la guerre de 14-18, guerre dans laquelle aucun président n'est mort, au contraire de quelques millions de prolos dont un certain nombre était anarchiste.

Voilà donc l'obélisque désuet mais toujours dressé et entier jusqu'aux années '40. Puis, à la suite d'une guerre qui a beaucoup plus décimé les rangs des libertaires que ceux des locataires en chef de l'Élysée, Nancy est occupée par l'armée allemande, dont les chefs feront enlever les plaques en bronze et les ornements qui agrémentaient l'obélisque (probablement pour les fondre). Ils ne seront jamais retrouvés.

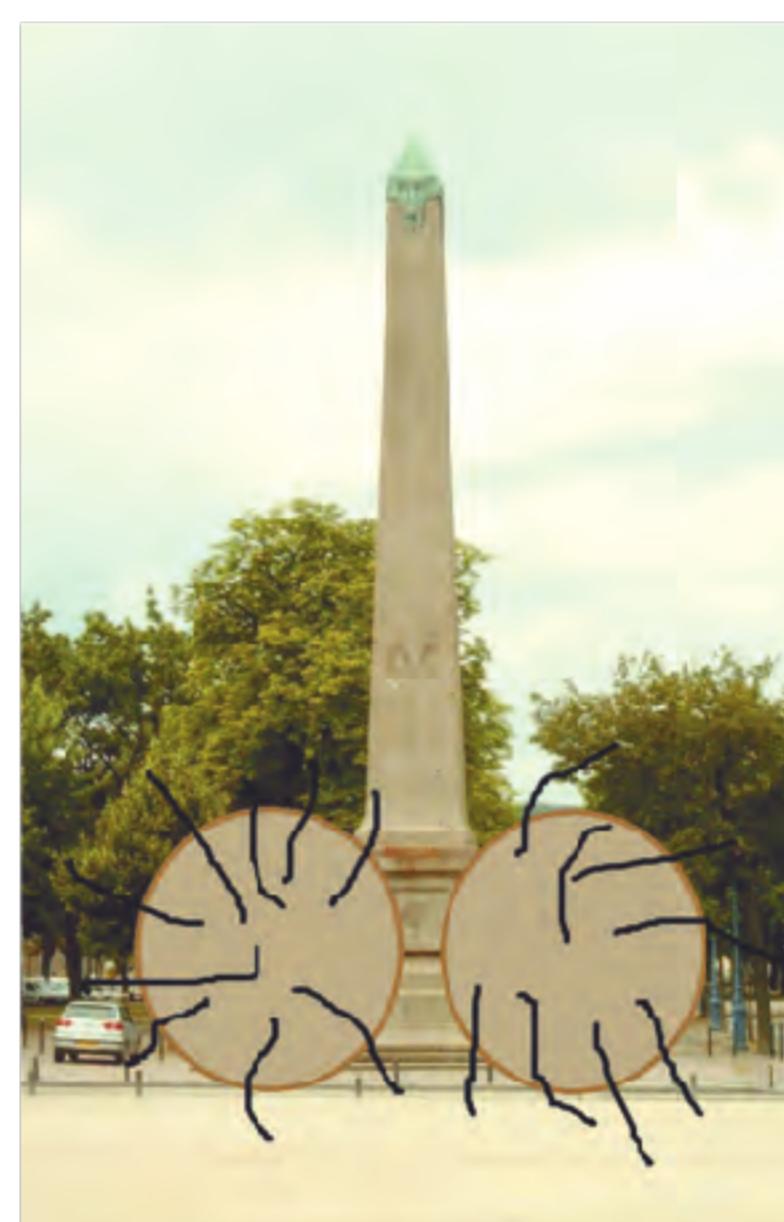
Nu, anonyme, l'obélisque a ensuite traversé dans l'indifférence générale la fin du XXe siècle, période durant dans laquelle aucun président de la République française n'a pris de coup de couteau, tandis que le taux de mortalité précoce des anarchistes atteignait des sommets, surtout en Espagne. Allez savoir pourquoi...

Abandonné comme la tombe d'une arrière-grande tante dont on a fini de croquer l'héritage, l'oblong monument a été, petit à petit, recyclé en point de rencontre par les élèves de la très huppée, très privée et très voisine cité scolaire St-Sigisbert et par les étudiants en droit de la faculté adjacente. Tout un petit monde de jeunes gens, dont certains feront de belles carrières dans la police et la magistrature, vient depuis des décennies se rouler des pelles et à l'occasion des joints, sur les marches du phallus de pierre. On ne saurait les en blâmer...

Et voilà que contre toute attente, 120 ans après son érection, la chose retrouve un peu de son lustre d'antan, aux frais du contribuable. Ainsi, depuis le 16 janvier 2016, Nancy peut à nouveau s'enorgueillir de posséder un monument à la gloire de Sadi Carnot et du grand-duc Constantin.

Passons rapidement sur ce dernier, aristocrate russe, sabreur et poète à deux roubles qui était venu traîner ses guêtres à

boutons dorés en cure à Contrexéville, puis place Stanislas deux ans auparavant.



Le second, Sadi Carnot, nous intéresse davantage : il fut comme on l'a vu président de la République. Sadi Carnot avait trouvé la fortune en naissant dans une illustre famille mi-militaire mi-savante, il trouva la gloire en mourant tué par un anarchiste, à Lyon, en juin 1894. L'événement a donné lieu sur le moment à une certaine émotion et, hélas, à quelques monuments érigés ça et là en France. À Nancy, en particulier, Carnot eut droit, en sus du phallus de granit rose, à une place à son nom, obtenue par le raccourcissement du cours Léopold.

Sante Geronimo Caserio a lui aussi été raccourci dans la foulée, non sans avoir au préalable crânement revendiqué son geste au nom de l'anarchie et d'une stratégie de « propagande par le fait » qui était loin de faire l'unanimité dans le mouvement libertaire.

Mais quelle mouche a donc piqué Hénart et Klein ? On nous les présentait comme des gens modernes, connectés, des politiciens de troisième génération et les voilà qui ressuscitent la Troisième... République et la Sainte Russie ! Rappelons, en passant, que l'attentat de Sante Geronimo Caserio, faisait suite à ceux de quelques autres compagnons anarchistes : Ravachol, Henry, Vaillant, etc., et qu'il a été l'occasion de durcir dès juillet 1894 les lois dites « scélérates » qui ont réprimé jusqu'à leur abrogation... fin 1992 la propagande anarchiste et limité le droit d'expression.

De là à faire un lien avec la situation de 2016, il y a un pas que nous ne franchirons pas.

Mais quand même : rendre hommage à Sadi Carnot et honorer un grand-duc russe souffreteux en plein état d'urgence n'est sans doute pas le fruit du hasard. Ce n'est certes pas non plus, le résultat d'un complot révisionniste visant le mouvement libertaire.

Ce n'est hélas que l'air du temps.

L'ordre, la réaction et l'union sacrée sont tendance cet hiver. En politique comme ailleurs la mode est un éternel recommencement. Nous voilà donc rendus à l'avant-guerre de 14. Retour vers le futur dans lequel le personnel politique de Nancy retrouve avec entrain les gestes, les mots et les habitudes de ses devanciers. Après Carnot ils vont bien nous ressortir Barrès et Jeanne d'Arc. Tout ça pour combattre Daech...

La réaction pour combattre l'obscurantisme ? L'ordre moral contre le fanatisme religieux ? L'union sacrée contre la terreur ?

Non merci et... Vive l'anarchie !

Victor K

R

Post-scriptum : la facture des plaques est de 22 600 euros, elle nous revient de droit.

# KADDISH POUR LA POLITIQUE

Dans son *Kaddish pour l'enfant qui ne naîtra pas*, Imre Kertész raconte comment, à l'occasion de mondanités, un convive déclara, la voix brisée par l'émotion : « *Auschwitz ne s'explique pas.* » Cette déclaration plongea l'écrivain dans un abîme de perplexité. « *Ce qui est a toujours une explication, même si cette explication est par nature purement arbitraire, erronée, quelconque [...]. Seules les choses qui ne sont pas ou n'ont pas été ne sont pas explicables [...].* » Un état du monde s'est réalisé dans Auschwitz.

Le terrorisme tel qu'il se pratique à notre époque, sous toutes les latitudes, n'est pas le produit d'une expérience de génération spontanée, issu d'un phénomène observé dans la nature primaire ; il ne s'agit pas non plus d'un non-événement, dont le lieu se situe nulle part, en un temps indéterminé, par des auteurs évanescents, sans chair, sans vie, sans intelligence. Avant tout, c'est un fait social et politique.

Les terroristes ne naissent pas avec une ceinture de dynamite sur les hanches, un fusil d'assaut en main, des slogans plein la tête et l'envie d'en découdre. Quelque chose s'est donc produit entre leur premier souffle et leur crime. C'est ce qu'il reste à expliquer. Conditionnement religieux, dès le plus jeune âge (dans le cadre familial, les lieux de culte, les écoles), inefficacité de l'Éducation nationale à former des citoyen-ne-s, promesse non tenue de la devise républicaine, frustrations de toutes sortes (économiques, culturelles, sexuelles...) constituent un premier lot d'hypothèses.

Les attentats qui ont frappé Paris et sa banlieue, l'an passé, ont conduit les pouvoirs publics à prendre des mesures drastiques incompatibles avec la démocratie. Surveillance généralisée de la population, loi sur le Renseignement, état d'urgence avec son cortège de dispositions spécifiques, pouvoirs de police étendus au profit des préfets... autant de décisions qui mettent en péril durablement l'état de droit et le droit des personnes. Ces mesures auront-elles empêché d'autres attentats ? Nul ne peut l'affirmer, tant il est difficile de prouver ce qui n'a pas existé. En revanche, sans aucun doute, le pouvoir politique aura usé de cette aubaine pour pratiquer des perquisitions musclées, des arrestations injustifiées, des assignations à résidence de personnes n'ayant pourtant rien à voir avec le terrorisme. Il aura pu, par exemple, régler quelques comptes avec des militants écologistes dans son viseur. À travers ces mesures liberticides, Hollande, Valls,

Cazeneuve et consorts auront trouvé aussi un bénéfice secondaire : montrer qu'un gouvernement « de gauche » (sic) est capable de faire face à des situations périlleuses et d'appliquer les politiques des concurrents, qu'ils soient de droite ou d'extrême droite, par ce qu'il est convenu d'appeler une stratégie de triangulation (cela consiste à piquer les idées de l'adversaire, les faire siennes, et, ce faisant, séduire un nouvel électorat tout en déstabilisant le camp dont on s'est inspiré...).

La politique sécuritaire ne s'attaque qu'aux symptômes du mal, à ses conséquences, sans le faire régresser. S'intéresser aux jeunes en voie de radicalisation pour les envoyer devant un tribunal ne limitera pas le phénomène. Bien au contraire. D'autres seront encouragés à régler leur pas sur le pas des premiers. Comprendre n'est pas excuser – d'ailleurs, les excuses ne servent jamais à rien si elles ne s'accompagnent pas de réparations. Comprendre, c'est identifier les causes du terrorisme, forcément multiples et combinées, c'est réviser les politiques économiques et sociales, c'est abandonner des positions diplomatiques contrevanant aux droits humains, c'est refuser de participer à la violence du monde, notamment en faisant la guerre ici et là ou en se targuant de vendre des armes, c'est tourner le dos au nationalisme ambiant...

La politique sécuritaire sert le pouvoir à se dispenser de mettre en œuvre ce qu'il conviendrait de faire pour lutter réellement contre le terrorisme, ici et ailleurs. On retrouve le même genre de pratiques face au chômage. Là, la bourgeoisie régnante préférera renforcer les mesures de contrôle des chômeurs, dans une situation où l'emploi manque, à l'évidence, plutôt que d'analyser les causes réelles du phénomène (avidité des capitalistes, inégalité dans la répartition du travail et des richesses produites) et prendre les décisions qui s'imposeraient.

Le terrorisme existe. Il convient d'en analyser aussi finement que possible les causes et les moyens, selon une approche systémique. C'est une production du monde contemporain et de ses dérèglements. Tout est dans tout. Prendre une partie pour le tout, c'est vouloir se réserver des positions économiques, sociales, culturelles... injustes, illogiques, imméritées et, au final, intenables. « *Celui qui cueille une fleur dérange une étoile* », nous dit Théodore Monod.

Piéro

R

# Terrorisme ?, vous avez dit « terrorisme » ?

*La lutte contre le terrorisme, c'est comme la lutte contre le chômage, tous les six mois on annonce un nouveau train de mesures qui résoudra le problème, et six mois plus tard, c'est pire...*

Avant d'aller plus loin peut-être faudrait-il revenir sur l'histoire et le sens du terme « terrorisme ». Il a d'abord désigné la politique qui fut menée sous la Terreur. Puis, par extension a désigné l'*« emploi systématique par un pouvoir ou par un gouvernement de mesures d'exception et/ou de la violence pour atteindre un but politique »* (TLF) ; ce but politique peut être, précise *Le Petit Robert*, la prise, la conservation, l'exercice du pouvoir...

Enfin, le terrorisme, c'est aussi, dans un emploi plus récent, l'*« ensemble des actes de violence qu'une organisation politique exécute dans le but de désorganiser la société existante et de créer un climat d'insécurité tel que la prise du pouvoir soit possible »* (TLF). L'usage politico-médiatique actuel est dérivé de cette dernière définition. Or cet usage est assez problématique, car quoi de commun entre les attentats de janvier et de novembre 2015 et, par exemple, la lutte armée telle que la pratiquaient certains groupes d'extrême gauche dans les années'70-'80 ?

En revanche, l'utilisation de ces attentats par le pouvoir s'apparente clairement à l'usage qu'avait le terme auparavant, celui d'un « terrorisme d'État ». Les politiques antiterroristes et plus encore l'antiterrorisme comme méthode de gouvernement – et c'est bien ce que nous vivons sous l'état d'urgence – s'apparentent fortement, dans les mains des gouvernants, à l'*« emploi systématique [...] de mesures d'exception [...] pour atteindre un but politique »*, à savoir, en l'espèce, la conservation du pouvoir. Hollande, qui avait fait de la lutte contre le chômage l'aune à laquelle on pourrait juger son action politique, est en train de changer de fusil d'épaule et de faire de la lutte contre le terrorisme l'alpha et l'oméga de sa réélection.

Certains vont dire que j'exagère, et que nous ne sommes tout de même pas dans un état totalitaire. Bien sûr ! N'empêche qu'il y a bien une volonté politique de systématiser les mesures d'exception : inscription de l'état d'urgence dans la constitution, futures ordonnances permettant de faire passer certaines des mesures dérogatoires permises par l'état d'urgence dans la procédure ordinaire... Les mesures d'exception vont donc devenir la règle.

Mais l'on va me dire que cela ne concerne que la lutte contre le « terrorisme ». Quand on sait que l'instauration de l'état d'urgence a permis de réaliser de simples opérations de police contre la délinquance ordinaire et surtout qu'elle a permis de s'attaquer à certains opposants : militants écologistes, zadistes, etc., quand on sait aussi que le plus écouté des experts autoproclamés du terrorisme, un certain

Alain Bauer, ami de longue date de Valls et conseiller sur les questions de sécurité de Sarkozy, est celui qui avait signalé en 2008 le danger que représentait le groupuscule d'ultragauche gravitant autour de Tarnac, on sait que la lutte contre le « terrorisme » permettra surtout d'accroître le contrôle policier sur ceux qui par leur pensée, ou même par leur présence\*, gênent le pouvoir.

« Je ne peux que remercier les juristes allemands, dans cette affaire, de ne pas avoir instruit selon le droit constitutionnel » Helmut Schmidt, actuel cinquième chancelier de la RFA, *Der Spiegel*, 15 janvier 1979 (épigraphé au début de *La Troisième Génération* de R. W. Fassbinder, qui ajoute le commentaire suivant : « Il s'agit du raid antiterroriste de Mogadiscio, et peut-être d'autre chose au-delà de Mogadiscio ? »)

Au début de ce film, montrant des terroristes manipulés par l'État et des industriels, on voit Eddy Constantine qui essaye de vendre des systèmes informatiques de surveillance et de recherche de suspects discuter avec un commissaire de police, lorsque, sur le ton de la plaisanterie, ce dernier lui dit : « *J'ai fait un rêve récemment : le Capital avait inventé le terrorisme pour contraindre l'État à mieux le protéger...* »

**Bas coup** R

\* Cf. <http://delinquance.blog.lemonde.fr/2016/01/12/etat-durgence-en-isere-des-perquisitions-chez-les-roms-sans-papiers/> : ce blog du *Monde* offre de nombreux articles sur les dérives auxquelles donne lieu l'état d'urgence.

# L'Assurance dépendance \*

Parmi les retraités ouvriers, employés, artisans ou agriculteurs, très peu ont les moyens de payer une aide à domicile le jour où le besoin s'en fait sentir ou les mensualités d'un placement en EPHAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes). En effet, une maison de retraite publique coûte environ 1 700 euros mensuels et, dans le secteur privé, le coût varie entre 2 000 et 3 500 euros. Et ne parlons pas des femmes au foyer ou ayant travaillé de façon non déclarée qui touchent, si elles se retrouvent seules après le décès de leur mari, des pensions de réversion de misère.

Beaucoup de gens ne veulent pas que leurs enfants aient un jour à payer pour leur dépendance.

C'est sur ces considérations altruistes que, face à l'insuffisance de l'action publique, le capitalisme a commencé à ériger une de ses plus vastes entreprises de philanthropie : depuis une vingtaine d'années, le marché des assurances dépendance est florissant avec 5,5 millions de souscripteurs en France au début des années 2010.

Or si de nombreuses personnes ont signé des contrats d'assurance dépendance, il est à craindre que très peu en aient lu toutes les clauses, dont certaines sont, c'est le moins que l'on puisse dire, très restrictives.

Prenons pour exemple le contrat qui se présente comme leader en la matière. Il peut être signé à partir de 50 ans et jusqu'à 75 ans. Officiellement, il permet de toucher une rente viagère comprise entre 300 et 2 000 euros mensuels en cas de dépendance.

Ainsi, un contrat de ce type signé à 60 ans, à raison d'une cotisation d'environ 20 euros par mois, permettrait de toucher une rente viagère de 500 euros mensuels en cas de besoin.

Or de nombreux assurés ont fait une bien cruelle expérience. Après avoir cotisé 15 ou 20 ans, le jour où la dépendance est arrivée, ils se sont adressés à leur assureur pour toucher cette rente.

L'assureur leur envoie un médecin « expert », qui, dans l'écrasante majorité des cas, déclare que la personne n'est pas assez dépendante pour toucher la rente.

En effet, quelqu'un qui souffre de démence, qu'elle soit d'origine vasculaire ou qu'il s'agisse de la maladie d'Alzheimer, n'est pas considéré comme dépendant à

partir du moment où il peut soit boire avec une paille, soit manger tout seul, soit se laver les mains. Même s'il ne peut ni se lever, ni marcher, ni effectuer un seul des actes de la vie quotidienne tout seul (se laver, s'habiller, se préparer à manger...), il ne touchera RIEN (\*).

Car une des clauses, écrite en bien petit, précise que l'assuré(e) ne touche sa rente qu'en cas de dépendance TOTALE et irréversible.

Une dépendance totale et irréversible est atteinte uniquement quand l'assuré est réduit au triste état de moribond grabataire et qu'il lui reste bien peu de temps

à vivre. Ainsi, l'assureur est certain de ne pas verser la rente viagère bien longtemps ; il faut déjà avoir un pied et plus dans la tombe pour toucher quelque chose et tout ce qui aura été versé pendant 15 ou 20 ans l'aura été à fonds perdu.

Avec des conditions de versement aussi drastiques, il n'est pas étonnant que, chez le principal assureur français, sur environ 3 millions de contrats signés, seulement 15 000 personnes aient réellement touché une rente les aidant à payer des aides à domicile ou les mensualités

d'une maison de retraite (\*\*).

Achevons (si l'on peut dire) cet article par un dernier détail bien sordide, mais qui en dit long sur les intentions réelles de nos amis assureurs.

Quand on a un parent malade qui a eu la bonne idée de souscrire un tel contrat et qui se retrouve en établissement pour personnes âgées dépendantes, on s'imagine fort naïvement que le moment est venu de faire jouer ce contrat. L'assureur mandate alors un médecin expert qui vient rendre une visite au client. On pourrait s'attendre à ce que soit nommé à cette occasion un médecin dont la spécialité est en lien direct avec la pathologie signalée dans le dossier de demande d'aide et là – ô surprise ! – on voit arriver un médecin légiste dont la seule qualité d'expert est qu'il est assermenté devant les tribunaux, c'est-à-dire plus familier de l'univers juridique que celui des soins à la personne.

On peut trouver cela cynique, mais si l'on y réfléchit, il est logique de demander à un médecin légiste si le malade pourra bientôt lui servir de client... Un médecin légiste doit savoir évaluer non pas le degré de dépendance d'un patient, mais le nombre de semaines,



# L'Arnaque du siècle

de mois ou d'années qui lui restent à vivre. Voilà comment notre système capitaliste permet aux assureurs de s'enrichir de façon amorphe mais parfaitement légale sur le dos des retraités et sur le malheur des gens.

Rappelons que dans la grande majorité des cas, les victimes de ce genre d'arnaque sont des gens dont les revenus au moment de leur retraite ne leur permettent pas de faire face financièrement à cette situation dramatique qu'est la dépendance. Pauvres, dépendants et arnaqués : un avant-goût très capitaliste du Paradis !

Ce n'est pas étonnant que cette solution ait fait partie des pistes qu'avait privilégiées le « sarkozysme » quand il réfléchissait en 2010 sur ce douloureux problème qu'est la dépendance.

**In Furore** R

(\*) Voir : [http://www.agevillagepro.com/actualite-4622-1-assurance-dependance-lettre-ouverte-d'une-assuree-ag2r-mecontente\\_viewall.html](http://www.agevillagepro.com/actualite-4622-1-assurance-dependance-lettre-ouverte-d'une-assuree-ag2r-mecontente_viewall.html), où toutes les réponses envoyées, les témoignages sont édifiants.

(\*\*) Voir : <http://www.agevillage.com/article-7057-1-assurance-dependance-privee-nombre-assure-beneficiaire-rente.html>.

## MAMADOU, OUSMANE, ISSA...

**Mamadou** : Ce prénom trouve ses racines dans le prénom arabe Mohamed, prophète de l'Islam et signifiant « digne de louange ».

**Ousmane** : Ousmane est un prénom africain et arabe. Se traduisant par « jeune dragon » pour les Africains et « jeune serpent » pour les Arabes, le prénom Ousmane est très fréquent dans ces deux pays. Prénom coranique, il fut porté par le troisième calife, l'un des successeurs de Mahomet.

**Issa** : Issa est un prénom d'origine hébraïque avec une connotation forte avec le sauveur, à savoir le Christ. Issa est un prénom arabe, dérivé d'« Aïssa ». Il signifie « Dieu est généreux » selon son sens en hébreu.

Non ce ne sont pas des enfants échoués sur les plages, ni le titre d'une chanson qui évoque un enfant de là-bas...

Issa\*, par exemple, c'est seulement un jeune parti du Mali en 2013 et arrivé en France en 2015 ! Ces mois, ces années peuvent nous donner une idée des épreuves qu'il a traversées, mais aussi des solidarités qu'il a rencontrées pour être là aujourd'hui, à Nancy.

Il aurait aimé être médecin... infirmier... soigner dirons nous ! Arrivé en France, déclaré mineur, il est confié aux services de l'aide sociale à l'enfance comme mineur isolé étranger (MIE). Il a du trouver rapidement une piste de formation et pour soigner les gens, il a trouvé la cuisine ! Pas de place en établissement scolaire, Issa multiplie les stages dans un restaurant à Nancy dont le patron est prêt à lui signer un contrat d'apprentissage dès que la préfecture et autres services de l'Etat lui auront délivré une autorisation de travailler.

Mais voilà, les épreuves traversées pour rejoindre la France en partant du Mali ne sont pas finies ! La demande d'autorisation de travailler tarde, tarde, tarde à trouver une réponse. Et

voilà, les délais pour la signature d'un contrat d'apprentissage sont passés.

Entre-temps d'autres services de l'Etat sont plus prompts à demander des tests osseux pour vérifier la minorité du jeune homme. Résultats : Issa aurait 20 ans. Le placement à l'ASE par le juge des enfants peut être remis en cause. La majorité approche et la réponse à la demande d'autorisation de travailler tarde toujours et la délivrance d'un titre de séjour devient peu probable ! Les services de l'Etat n'aiment pas « les fraudeurs ».

Ces jeunes s'ils ont échappé à la mort dans leur périple, risquent de trouver une vie clandestine en France et devenir des ombres ! Issa était devant moi aujourd'hui souriant et inquiet de son avenir ! Il dessine pour conjurer ses peurs, du moins les contenir ! Il a sorti son calepin plein de dessins et m'a montré en bande dessinée le déroulé de cet après-midi : son arrivée en bus, le rendez-vous avec son éducatrice, l'entretien dans mon bureau et son départ pour aller en stage au restaurant ! Il a quitté mon bureau et je n'ai pas pu le rassurer sur son avenir. Et depuis, je suis en colère, en rage !



Les tests osseux sont remis en cause pour leur manque de fiabilité. Après avoir frôlé l'interdiction, les très contestés « tests osseux » pratiqués sur les mineurs étrangers en vue de déterminer leur âge restent pour l'heure inscrits dans la loi française.

Comment notre pays en est-il arrivé à aussi peu d'humanité ?

**Francus** : signifie « homme libre » et dès l'origine, le mot a été utilisé pour désigner les Francs.

\* Toute ressemblance avec une personne ayant existé serait tout à fait fortuite... R

# COUP DE GUEULE

Depuis le dimanche 6 décembre au soir, je suis, comme beaucoup d'entre vous, sonné par les résultats du 1<sup>er</sup> tour des élections régionales. Mais je n'avais encore pas vu grand-chose ! Le meilleur restait à venir...

Dès le lundi 7, on pouvait lire dans *Le Républicain lorrain* deux réactions, l'une de Mme Bélier (tête de liste EELV), l'autre de M. Péron (tête de liste Front de Gauche). À la lecture de ces deux articles, je me suis dit que je nageais en plein cauchemar !

La première, sans aucune vergogne, martelait : « *Il faut que lui [J.-P. Masseret] et P. Richert fassent preuve d'intelligence en acceptant une coalition démocrate...* »

Le deuxième, du haut de ses 3,1 % assenait ; « *On paye la politique menée par le gouvernement Hollande...* » Et le drôle persistait rapidement. Le 9, les militants du Front de Gauche recevaient une lettre de M. Péron dont j'extrais quelques lignes : « *Pour quelques sièges, la liste socialiste va bouleverser la donne politique pour de longues années. La boîte de Pandore est ouverte, d'abord par la politique calamiteuse de F. Hollande, qui doit tout au libéralisme et rien à nos valeurs de gauche, ensuite par le maintien coupable de J.-P. Masseret. [...] Oui, nos populations vont souffrir et elles le devront aussi à Masseret.* »

Voilà, résumée en quelques mots toute l'analyse critique que ces gens, pour qui j'ai voté un jour ou l'autre, sont capables de faire vis-à-vis de leur propre fonctionnement ! Ouuuuffff ! En face d'analyses politiques d'une telle profondeur, le vertige me saisit, je fais comme la victoire de Samothrace, j'en perds la tête et les bras m'en tombent !

C'est sans aucun doute la trop grande intelligence de Mme Bélier qui l'a empêchée de faire liste commune avec le Front de Gauche... Ou alors on est dans le « faites ce que je dis, mais pas ce que je fais »...

Eh non, M. Péron, nous, les militants du Front de Gauche, nous ne payons pas la politique de Hollande, nous n'y sommes pour rien. Nous payons votre incapacité crasse à dépasser vos petits,

tout petits intérêts partisans...

Mme Bélier, M. Péron, nous payons votre incapacité crasse à tous les deux à rééditer ce qui s'est passé aux municipales de Grenoble... Nous payons l'incapacité crasse du Front de Gauche et d'EELV à offrir une vraie alternative à gauche, avec des valeurs de gauche clairement affirmées, seules capables (peut-être) de tenir tête au FHaine !

Mais ils ont quel âge ces gens ? J'ai vraiment eu le sentiment d'assister à une scène de cour d'école maternelle en lisant ces deux articles : « *C'est pas moi, c'est l'autre !* »

Et cela dure depuis 2012 ! Après la magnifique dynamique créée par la candidature commune du Front de Gauche, je m'étais attendu à ce qu'ils (les partis constituant le Front de Gauche) fassent le nécessaire pour intégrer les deux millions d'électeurs qui s'étaient tournés vers lui. Je m'étais attendu que, ce faisant, le Front de Gauche attire rapidement deux autres millions d'électeurs, puis deux autres encore... Ben quoi, on peut rêver, non ? Naïf que j'étais ! À la place de cela, luttes intestines, intérêts partisans, bisbilles incessantes entre PC et PG et depuis qu'EELV s'est réveillé, bisbilles incessantes entre PC, PG et EELV... Plus on est de fous plus on rit ! Sauf que là, on ne rit plus...

Et pour couronner le tout, le 15 décembre, était discuté à l'Assemblée nationale un amendement à la loi de finance instaurant un dispositif de transparence sur les activités des multinationales et leurs impôts payés, appelé « reporting pays par pays ». Grâce à ce dispositif, l'évasion fiscale pratiquée par les multinationales deviendrait impossible ou, du moins, beaucoup plus difficile. Les députés Front de Gauche étaient absents au moment crucial du vote de cet amendement qui a été repoussé !

Pitoyables ! Navrant !  
J'ai mal à ma gauche !

Boudzan R

## RésisteR! #41

redaction@crr54.lautre.net

Date limite d'envoi des articles : 28/02/2016 - Comité de rédaction : 29/02/2016 - Date de parution : 04/03/2016

Points de dépôts :

\* Croc'us : 137, rue Mac Mahon - Nancy  
\* Vêt Ethic : 33, rue St Michel - Nancy

\* CCAN : 69, rue de Mon-Désert - Nancy

\* Tabac Merlin - 58, rue Isabey - Nancy

# Au-delà de nos oripeaux

LES ANNÉES passant, je garde en mémoire des paroles de Stéphane Hessel. Tout en nous invitant à nous indigner, celui-ci ajoutait d'emblée que la situation actuelle était bien plus complexe que celle qui l'avait conduit à entrer en résistance. Et cette parole entre en collision avec celle d'une copine trotskiste qui un jour, autour d'un verre, disait à propos de la situation internationale qu'elle avait le sentiment de ne plus avoir les outils pour la comprendre.

On peut penser qu'il y a quelque chose de rassurant à entendre une amie trotskiste émettre des doutes et qu'il est valorisant de savoir que même un résistant de la première heure se dit comprendre que face à notre monde dit moderne, nous puissions demeurer dans l'expectative.

Pourtant le monde n'était pas moins complexe dans les années '30 qu'il ne l'est aujourd'hui. Il n'était pas plus facile pour un militant communiste français d'appréhender la situation, pris en tenaille entre les choix stratégiques de l'encore uto-pique URSS et l'affrontement qui montait en puissance en Europe occidentale. Pas plus facile pour un sujet de Sa Majesté britannique de s'y retrouver dans les tergiversations de celui qui deviendra plus tard, on se demande pourquoi, le mythique Churchill. Pas plus facile pour un citoyen américain de faire la part des choses dans les motivations des États-Unis à entrer dans le conflit.

Il n'était pas, non plus, plus facile pour le libre-penseur d'appréhender le fait religieux et de savoir comment combattre les extrémistes de l'Action française. Pas plus facile après la crise de 1929 d'affronter le patronat. Pas plus facile de dénoncer le monde de la finance sans faire des Juifs les boucs émissaires. Pas plus facile pour le militant pacifiste de discerner la posture à adopter dans cette guerre. Mais ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas le groupe d'appartenance de chacun, national, politique, philosophique ou religieux de ces individus qui a prédéterminé leur capacité à résister.

Nous vendre une complexité du monde n'a pour autre objectif que nous conduire à l'inaction. D'autant que ceux qui nous opposent la complexité sont souvent ceux-là même qui face à une situation nous proposent des réponses simplistes.

Une réponse politique à une question donnée n'a que trop souvent peu à voir avec la réalité que recouvre cette question. L'exercice du pouvoir fait qu'une option politique a tendance à répondre à des intérêts autres que ceux auxquels elle est censée répondre. Et la participation au jeu

de la démocratie représentative fait que même un acteur politique mineur peut être amené, par intérêt, à faire des choix en totale divergence avec ses fondamentaux. Comment expliquer autrement certains positionnements sur des sujets aussi cruciaux que le droit des migrants à vivre en sécurité ou l'abandon de nos libertés individuelles et collectives au nom de l'état d'urgence.

Mais ce jeu d'acteurs nous pollue nous-mêmes dans nos échanges. Nos histoires politiques individuelles, notre

appartenance ou même notre simple proximité avec telles ou telles organisations interfèrent dans notre capacité à construire collectivement une réponse à la situation que nous vivons.

Cette réponse ne peut certes pas être simple. Pour autant nous possédons les outils d'analyse du présent qui devraient nous permettre de l'ébaucher. Le marxisme, comme grille de lecture de notre réalité, en demeure, à mon sens, un. Mais le simple questionnement de nos réalités par le prisme de nos valeurs fondatrices suffit déjà à ébaucher un positionnement. La simple reconnaissance en chaque être humain d'un semblable, donc d'une personne devant accéder aux droits que nous estimons inaliénables pour nous-mêmes, nous donne des indications sur les choix que nous devons opérer. Mais pour revenir

ensemble sur nos fondamentaux, encore faut-il que nous ayons l'intelligence de nous départir de tout ce qui parasite nos échanges.

Si la résistance ne peut être qu'un acte collectif, résister relève avant tout d'une démarche individuelle, d'un choix personnel de ne plus tolérer l'intolérable. Et cette démarche n'a que peu à voir avec nos affiliations à des mouvements politiques historiques. Au contraire, elle relève de notre responsabilité individuelle à chercher à comprendre le monde par nous-même, à refuser la complexité qu'on nous impose pour construire la nôtre, certes collectivement, mais en ayant conscience que parmi nos amis d'hier et d'aujourd'hui, certains resteront dans la vision du monde qu'on leur sert.

J'ai le profond sentiment que la violence de l'affrontement va s'accroître ; qu'il va nous toucher nous-mêmes qui pensons, pour beaucoup, en être largement protégés. Et je crois que pour que notre riposte collective soit à la hauteur, il nous faudra individuellement nous débarrasser de nos oripeaux.

Jencri

R

# ALORS, ON FAIT QUOI MAINTENANT LES GROS ? \*

Bien qu'avec la menace d'un Front national emportant l'exécutif de plusieurs Régions, les résultats du premier tour des élections de décembre n'ont pas véritablement surpris. Les résultats du second tour n'ont pas pour autant rassuré. Scrutin après scrutin le FN monte. Il menace maintenant d'emporter la mise en 2017. Dans un contexte où ses idées progressent partout dans la société, où elles sont reprises par un gouvernement de gauche tandis qu'à gauche de la gauche il n'y a pas grand-chose d'audible, beaucoup se posent la question : que faire pour s'opposer à tout cela ?

On connaît ce qui, décennie après décennie, a créé cette situation. Les licenciements massifs et les restructurations de l'industrie et des services, les privatisations record, la précarisation, le management et les défaites infligées au monde du travail : tout cela a détruit le monde d'hier, le cadre dans lequel avaient été conquis les droits sociaux et quelques autres droits fondamentaux comme le principe de l'accès généralisé à l'éducation, à la santé ou à la culture. Les organisations ouvrières syndicales et politiques ont été laminées, leurs appareils dirigeants réussissant parfois à se préserver en trahissant, devenant les accompagnateurs complices de la débâcle. Avec ces organisations, c'est tout ce qui pouvait faire contrepoids à l'offensive idéologique du capitalisme qui a disparu.



Quand hier les intellectuels se réclamaient de l'antifascisme, de la révolution, du communisme ou de l'anticolonialisme, aujourd'hui les « intellectuels » médiatiques se nomment Zemmour, Finkielkraut, Onfray, ils ne prennent pas la peine de masquer leur haine des étrangers, des musulmans ou des féministes. Quand hier les figures contestataires conchiaient l'armée, l'église et la patrie, aujourd'hui les idoles

« antisystème » se nomment Dieudonné ou Soral, elles se vautrent dans l'homophobie, l'antisémitisme et la théorie du complot. Ces figures de proue sont tout à la fois les symptômes et les acteurs de la profonde dérive idéologique qui se produit sous nos yeux.



Aujourd'hui ce sont bien les idées de la droite conservatrice qui tiennent le haut du pavé. Aidé par les politiciens de droite et de gauche qui courrent derrière son électorat comme par les grands médias qui leur tendent perpétuellement micros et caméras, le Front national a réussi à faire passer sa camelote pour de nouvelles « évidences ». Le parti de l'ordre a ainsi gagné. Etat d'urgence constitutionnel, plan vigipirate renforcé et permanent, restriction des libertés, arrestation de militants, emprisonnement de syndicalistes, chasse aux sans-papiers, aux Roms, aux chômeurs et aux pauvres, tri selon les nationalités, offensive continue contre les droits sociaux, distribution de milliards aux grandes entreprises... le parti de l'ordre est au pouvoir, étiqueté socialiste aujourd'hui, républicain demain, front national après-demain.

Ce parti de l'ordre dispose d'un appui qu'on ne saurait négliger. Une grande partie de la société y trouve son compte. Dans les strates supérieures, on trouve évidemment de nombreux partisans de cet ordre qui garantit les conditions d'une consommation ininterrompue, la reproduction sociale et un avenir sous contrôle pour leurs héritiers. Mais comme l'expriment les sondages, le parti de l'ordre a aussi contaminé classes moyennes et populaires, et cela bien qu'elles y aient bien moins d'intérêt. Prenant appui sur les fascistes et leurs siamois djihadistes, .../...

médias et politiciens ont vendu l'idéologie sécuritaire tant et si bien qu'elle est devenue majoritaire. Avec la peur, on renvoie chacun à sa communauté, à son identité, dans sa case, à l'idée que la police et l'armée nous protègent et que l'autoritarisme, au fond, est un moindre mal.

Alors comment faire reculer tout cela ?

Premièrement, préserver et faire vivre les espaces où nous pouvons respirer. Qu'il s'agisse de syndicats démocratiques ou de ZADs, de collectifs ou de revues, de groupes affinitaires sur Internet ou de bistrots, de squats, de locaux autogérés ou d'amaps, il faut sortir de l'isolement, créer et renforcer ces espaces communs où se forgent et s'expriment les valeurs opposées à celles du parti de l'ordre : l'antiracisme, l'internationalisme, le refus de l'exploitation, des dominations et des oppressions.

Deuxièmement, faire converger ces espaces, construire des passages, les renforcer par la mutualisation. Des combats pour les intermittents et la culture à ceux pour les sans-papiers ou les droits de l'homme, des luttes contre les licenciements aux mobilisations écologistes, des luttes locales aux campagnes de solidarité internationale, il n'y a pas de question qui ne nous conduise pas à une confrontation au parti de l'ordre. Ce n'est qu'en reliant nos luttes partielles nous parviendrons à construire une alternative globale radicale.

Troisièmement, ouvrir ces espaces. Une énergie importante est déployée à faire vivre nos espaces communs, à les gérer de la meilleure manière possible, à les rendre conforme à nos principes. Souvent, trop peu d'énergie est consacrée à l'ouverture vers celles et ceux qui sont en dehors mais qui sont également exclus par le système dominant. À ces personnes à qui semble n'être offert que le choix entre rentrer dans le rang ou se replier sur son identité nationale ou religieuse, donc rentrer dans le rang, nous pouvons proposer autre chose : rejoindre ces espaces, les enrichir, lutter en commun.

**Ezriel Mendel** 

\* Titre à déclinaison locale inspiré de celui d'une célèbre brochure publiée en 1902 en Russie. On laisse à la perspicacité du lecteur l'appréciation du degré de révisionnisme et de déviationnisme petit-bourgeois manifesté par le présent article au regard de la ligne originelle ainsi alludée.

## Luttes sociales et luttes paysannes : transformons le XXIème siècle

« Les crises successives qui secouent le monde, depuis le début du XXIème siècle, devraient nous amener à reconsidérer les fondamentaux de nos sociétés. Il devient évident que c'est l'impuissance qui domine face aux catastrophes en cours ou à venir.

Des destructions, le plus souvent irréversibles, affectent les milieux naturels: sols, biodiversité, énergies fossiles, eau, air. Les contaminations sont de plus en plus graves et de plus en plus dangereuses. Des zones entières sont devenues durablement radioactives, les mers sont contaminées par les déchets des activités humaines; l'air, l'eau potable, les sols sont pollués. Les perturbations climatiques se font de plus en plus sentir. »

Tel est le constat, couramment admis, que dresse Silvia Perez-Vitoria dans son dernier ouvrage : *Manifeste pour un XXIème siècle paysan*.

Elle poursuit sur l'effondrement des sociétés, qui semble inéluctable : « Experts scientifiques en tous genres, hommes politiques, philosophes et autres spécialistes en sciences humaines s'échinent à proposer des solutions qui ne font le plus souvent qu'accompagner la chute. Le système résiste tant ses rouages sont structurés, imbriqués, solidement ancrés dans les corps et les esprits des hommes et des femmes de la planète. »

Pourtant, de nombreuses résistances paysannes, syndicales ou sociales s'opposent au développement d'un système capitaliste qui nous mène droit au mur.

De la révolte des zapatistes au Mexique, à celle des paysans sans terre au Brésil ou encore de la population mobilisée contre la construction d'un aéroport à Notre-Dame-Des-Landes ou d'un centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure (Lorraine), Ces luttes portent en elles les germes d'un autre modèle de société.

Quelles sont les ruptures nécessaires ?

Comment faire dissidence et trouver les clefs de nouvelles constructions sociales pour transformer le XXIème siècle ?

Nous vous invitons à nous rassembler autour de ces questions lors d'une conférence-débat :

**Luttes sociales et luttes paysannes : transformons le XXIème siècle !**

Avec Silvia Perez-Vitoria

Mercredi 3 février

19h45 à la FAC de Lettre

Amphi 042

Nous sommes un collectif de personnes et d'organisations impliqués dans des mouvements et luttes sociales, écologiques et paysannes : Nature et Progrès, Confédération Paysanne Lorraine, Mouvement pour une Alternative Non-violente Nancy, Oxfam, LorAmap, Les Jeunes Ecologistes, L'or des Graines, Mirabelle-Lorraine-Nature-Environnement, Alternative Libertaire 54, Terre de liens Lorraine, Collectif Stop Bure, ATTAC 54, SNETAP-FSU, La ligne d'horizon, Peuples Solidaires, CCFD terre-solidaire, Greenpeace, CGA Lorraine, RésisteR!

Contact : conference.luttes.paysannes@gmail.com

## Cercles de silence

**Pont à Mousson**  
samedi  
13/02/2016  
**Place Duroc à**  
10 h 30

**Nancy**  
samedi  
30/01/2016 et  
27/02/2016  
**Place Stanislas**  
à 15 h

## Comité Solidarité Nancy-Kurdistan

Pour combattre l'obscurantisme et le fascisme et oeuvrer pour la paix au Moyen-Orient, plusieurs organisations politiques, syndicales ou associatives locales et des participants individuels, se sont regroupés pour constituer ce nouveau collectif.

**Manifestations, concerts, collectes de matériel. Initiatives auxquelles participer dans les semaines et mois à venir.**

## Conférence BAF du 27/02

**Sur le racisme anti-noir**  
Conférence-débat organisée par le BAF (Bloc Anti Fasciste Nancy) avec **Kanyana Mutombo, directeur de l'université populaire africaine de Genève**

**Samedi 27 février après-midi, MJC Etoile à Vandoeuvre (horaire et lieu à confirmer)**

# NON AUX EXPULSIONS

*Ni le 25/01, ni après !*



## MANIFESTATION NANCY Samedi 30 janvier 2016 14h00 - Place THIERS

**SOLIDARITE AVEC NOTRE-DAME-DES-LANDES**

lorraine.soutienzad@riseup.net

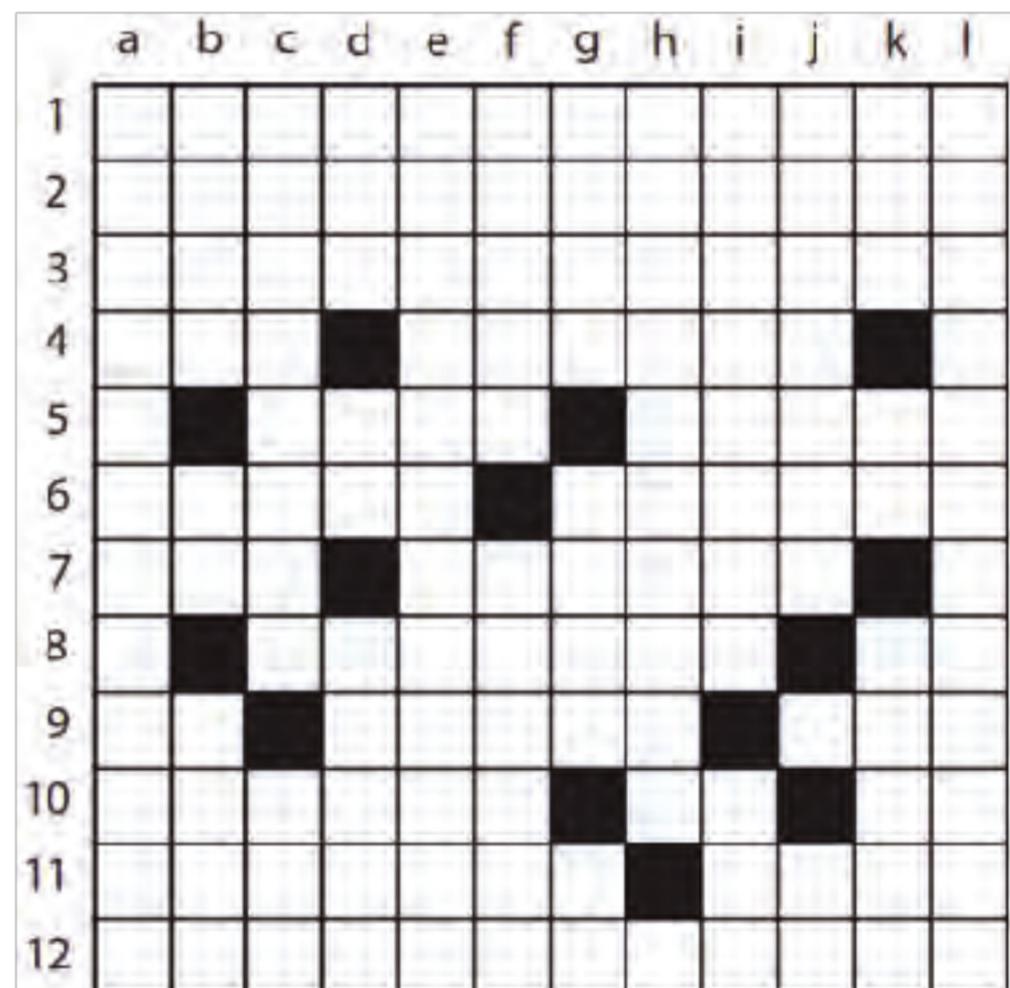
## Les Mots croisés de Jiji

### Horizontalement

- 1 - Féministe, par exemple.
- 2 - Chauvin.
- 3 - Démangées.
- 4 - Forte tête. Il comprime la terre.
- 5 - Eau des Pyrénées. Petit bulbe.
- 6 - Spécialité d'Ed Wood. Passereau.
- 7 - Se trouve. Folle.
- 8 - Terre de Kreutzwald. Dormeur.
- 9 - Force l'admiration. « Paella » exotique. Il est souvent couché sous le bar.
- 10 - Originaire. Sort d'une petite bouche. Il désigne.
- 11 - Galère. Colle.
- 12 - Perturberions.

### Verticalement

- a - Portes étroites.
- b - Moitié. Menace le roi. Étrangleuse.
- c - Une sur 1038 pour Judy Chicago. Lancer.
- d - Mesure de luminance. Présent. Boucle.
- e - Groupements.
- f - Il ne perd pas le nord. Humanoïdes.
- g - Fais le mouton. Déjeuna à Bruxelles. Eau plate.
- h - Cache-misère.
- i - Dicotylédone. Opéré.
- j - Extrait d'un haricot pour sorcier. Internationaliste.
- k - Homme d'Etat. Inquisiteurs d'Orient. Quelque.
- l - Revues.



a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											

Solutions numéro précédent